

PLAN LOCAL D'URBANISME REVISION



COMMUNE D'ERDEVEN

Département du Morbihan

Annexes sanitaires

Note de présentation

Arrêté le : 29 avril 2016

Approuvé le : 17 février 2017

Rendu exécutoire le : 21 février 2017

Modification simplifiée n°1 approuvée le 10 octobre 2018

Rendue exécutoire le 13 octobre 2018

Modification simplifiée n°2 approuvée le

Rendue exécutoire le

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
1. LE RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE	2
2. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES SANITAIRES	4
3. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DES EAUX USEES SANITAIRES	11
4. L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES	13
5. LE RESEAU DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES	21

1. LE RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Le réseau et le gestionnaire

La Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique assure la distribution de l'eau potable pour les communes suivantes : Erdeven, Auray, Belz, Brec'h, Camors, Carnac, Crac'h, Etel, Hoedic, Ile de houat, Landaul, Landevant, La Trinite-sur-mer, Locmariaquer, Locoal-mendon, Ploemel, Plouharnel, Plumergat, Pluneret, Pluvigner, Quiberon, Saint-Philibert, Saint-Pierre-Quiberon, et Sainte-Anne d'Auray. En sa qualité de maître d'ouvrage public, la Communauté de communes décide de tous les travaux lourds d'entretien, d'extension, de renforcement et de renouvellement des équipements et en assure le financement.

L'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable sur le périmètre communautaire a été confiée à une société SAUR France, par un contrat d'affermage qui a pris effet le 1er janvier 2007, pour une durée de 15 ans.

Les prestations confiées aux délégataires au titre du contrat d'affermage sont les suivantes :

PRESTATION	SERVICE A LA CHARGE DES DELEGATAIRES
Gestion du service	Application du règlement du service, surveillance et entretien des installations.
Gestion des abonnés	Accueil des usagers, relève des compteurs, facturation des abonnements et des consommations, traitement des doléances, mise en service exclusive des branchements.
Renouvellements	des équipements électromécaniques, des canalisations inférieures à six mètres de longueur, et des compteurs.

Les ressources et stations de pompage

Le Syndicat Eau du Morbihan assure depuis le 1^{er} janvier 2012 la production de l'eau. Cette eau potable est principalement produite par quatre unités de traitement :

- Station de Tréauray sur la commune de Pluneret : elle alimente 20 des 22 communes continentales du Syndicat,
- station des îles d'Hoëdic et de Houat,
- station de Kergoudelaire, sur la commune de Pluvigner.

Ces prélèvements d'eau représentent un volume de 5 682 018 m³ en 2014, dont 5 111 391 m³ sont acheté en gros.

L'eau est ensuite stockée dans les châteaux d'eau et réservoirs, disposant d'une capacité totale de 6 050 m³.

Evolution du réseau et abonnés hors Pluvigner

	2013	2014
Nombre d'abonnés domestiques	60 193	60 839
Nombre d'abonnés non domestiques*	2030	2104
Nombre total d'abonnés	62 223	62 943

On peut noter qu'en 2013, la Communauté de Communes compte 62 223 abonnés contre 62 943 en 2014 (+1,15%). Ainsi, le nombre d'abonnés est en légère hausse.

Cette évolution positive est due à l'augmentation du nombre d'abonnés domestiques et non domestiques (ceux dont la consommation annuelle est supérieure à 200 m³) qui ont augmenté en nombre.

En 2014, la commune d'Erdeven compte 5 211 habitants pour 3 159 abonnements, avec une évolution de 0,73 % par rapport à l'année 2013.

Sur le territoire du Syndicat hors Pluvigner, le réseau de distribution d'eau présente un rendement global de 89,3% en 2014 contre 87,5% en 2013.

Volumes consommés

	<u>Volume total consommé en 2013</u>	<u>Volume total consommé en 2014</u>
Territoire d'Erdeven	208 661	212 007
Total de la Communauté de Communes	4 407 398	4 423 820

La consommation d'eau sur le territoire communal est de 212 007 m³, dont 19 017 m³ (9 %) pour l'entreprise Kéravel. Les volumes d'eau consommés sur Erdeven correspondent à 4,5 % du volume total consommé à l'échelle d'AQTA et montrent une légère augmentation entre 2013 et 2014 (+1,6 %). Ainsi, la consommation moyenne de l'année 2014, sur la commune d'Erdeven, par branchement est de 67,1 m³ contre 70 m³ sur le territoire du Syndicat hors Pluvigner.

Les usagers du territoire du Syndicat ont consommés 4 223 820 m³ en 2014 dont 65% correspondent à une consommation domestique ou assimilée.

La consommation totale sur la Communauté de Communes a augmenté entre 2013 et 2014, du fait que les gros consommateurs industriels (consommation de plus de 6 000m³) ont plus consommé en 2014 qu'en 2013 (+18,5%).

Tarifs de l'eau applicable sur Erdeven

➤ Consommations domestiques

TARIF BLEU	
	2014
part fixe ou abonnement annuel	
compteur ordinaire Ø 15/20	71,49 €
compteur Ø 25/40	153,19 €
compteur Ø 50/200	204,25 €
part proportionnelle par m ³ consommé	
0 à 500 m ³	1,5319 €
>à 500 m ³	1,1744 €
TVA	5,50%

Présentation d'une facture d'eau type établie pour une consommation de 120 m³

	Tarifs 2014
Eau	
abonnement	71,49
0 à 500 m ³	183,83
total	255,32
Tiers	
lutte pour la pollution	37,20
TVA	16,09
total	53,29
total global	308,61

Qualité de l'eau distribuée

La qualité de l'eau est évaluée via le taux de conformité des prélèvements. L'eau puisée ne constitue qu'une matière première qui fait l'objet de nombreux traitements avant d'être distribuée aux consommateurs : avec plus de 7 000 échantillons analysés au cours de l'année sur le territoire syndical, l'eau doit être regardée comme l'un des produits alimentaires les plus surveillés.

Les valeurs sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS) et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique.

2. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES SANITAIRES**Le réseau global d'assainissement collectif et le gestionnaire**

La Communauté de Communes exerce la compétence assainissement collectif sur les 24 communes de l'intercommunalité dont Erdevén., soit 15 stations d'épuration et 337 postes de relevage.

Le service collecte et traitement des eaux usées organisé sous l'autorité de la Communauté de communes, est exploité par SAUR FRANCE, sous forme d'affermage, par l'effet de trois contrats entrés en application :

- Le 1^{er} janvier 2006, pour une durée de 15 ans, qui concerne 19 communes, dont Erdevén,
- Le 1^{er} janvier 2008, pour une durée de 13 ans, qui concerne les deux communes de Carnac et La Trinité/mer,
- Le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 9 ans, qui concerne les communes de Landaul, Pluvigner et Camors.

La SAUR assure ainsi :

- le bon fonctionnement du service (réparation de tous les ouvrages, branchements, équipements et matériels),
- le renouvellement des matériels et ouvrages (accessoires hydrauliques, équipements électromécaniques, installations de relèvement et d'épuration),
- l'encaissement de la redevance assainissement.

AQTA conserve la propriété du réseau et assure le renouvellement des canalisations, les extensions de réseau et la modernisation des stations d'épuration.

Les ouvrages d'assainissement des eaux usées

Le réseau d'assainissement détaillé par communes en 2014

	<i>Station d'épuration</i>	<i>Rendement épuration en DBO5</i>	<i>Charge max en EH</i>	<i>Volume traités (en m3)</i>
Erdeven				
Auray				
Belz				
Brec'h				
Camors	1	99,1%	1 400	12 802
Carnac	1	94,9%	6 000	1 595 987
Crac'h	1	98,3%	40 000	1 836 070
Etel				
Hoedic	1	100%	900	
Houat	1	91,6%	1 200	10 480
Landaul,	1	97%	1 500	142 579
Landevant	1	98,2%	7 580	286 475
La Trinite-sur-mer				
Locmariaquer				
Locoal-mendon	1	83,2%	1 000	113 287
Ploemel	1	92,3%	7 000	180 276
Plouharnel	1	98,8%	28 500	436 502
Plumergat	1	91,4%	800	
Pluneret				
Pluvigner	2	96 et 96,7%	5 500	442 974
Quiberon	1	95%	60 000	1 691 006
Saint-Philibert	1	95,4%	21 500	706 677
Saint-Pierre-Quiberon				
Sainte-Anne d'Auray				
TOTAL	15			7 455 115

Les eaux usées collectées par l'ensemble du réseau sont acheminées jusqu'aux stations par l'intermédiaire de 337 postes de relevage, répartis comme suit :

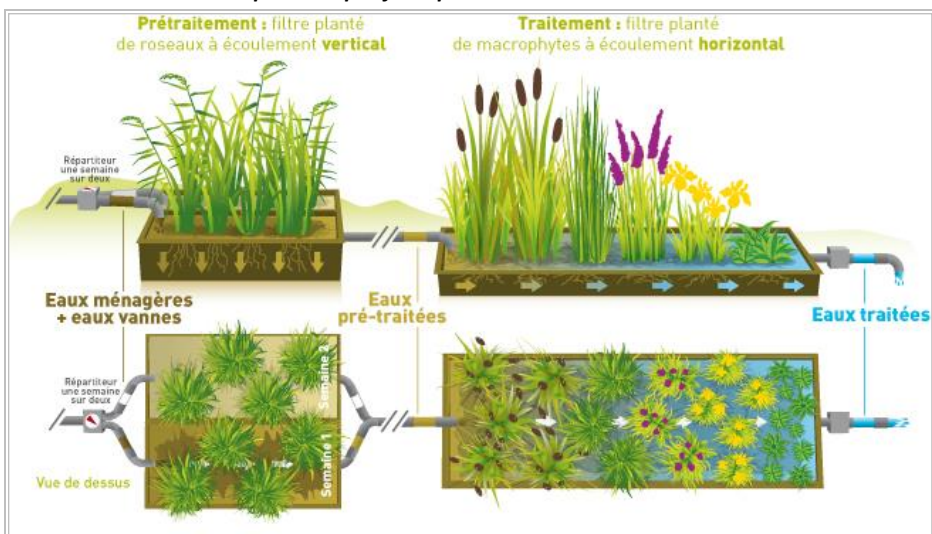
	2013 PR	2014 PR	Bassins tampon
Bassin d'AURAY	69	72	4
HOEDIC	2	2	0
ILE DE HOUAT	4	4	0
LOCOAL-MENDON	16	16	1
Bassin de PLOUHARNEL	67	67	6
Bassin de la PRESQU'ILE de QUIBERON	48	48	3
Bassin de SAINT-PHILIBERT	47	47	7
PLUMERGAT	3	3	0
PLOEMEL	15	16	3
LANDEVANT	13	15	0
CAMORS	1	2	0
LANDAUL	2	2	0
PLUVIGNER	3	3	1
CARNAC LA TRINITE/MER		40	5
TOTAL	290	337	30

Le service dispose donc de 15 stations d'épuration sur l'ensemble du territoire et compte 337 postes de relevage. Au total, le volume d'eau facturé est de près de 7,5 M de m³.

L'assainissement des eaux se fait via plusieurs ouvrages :

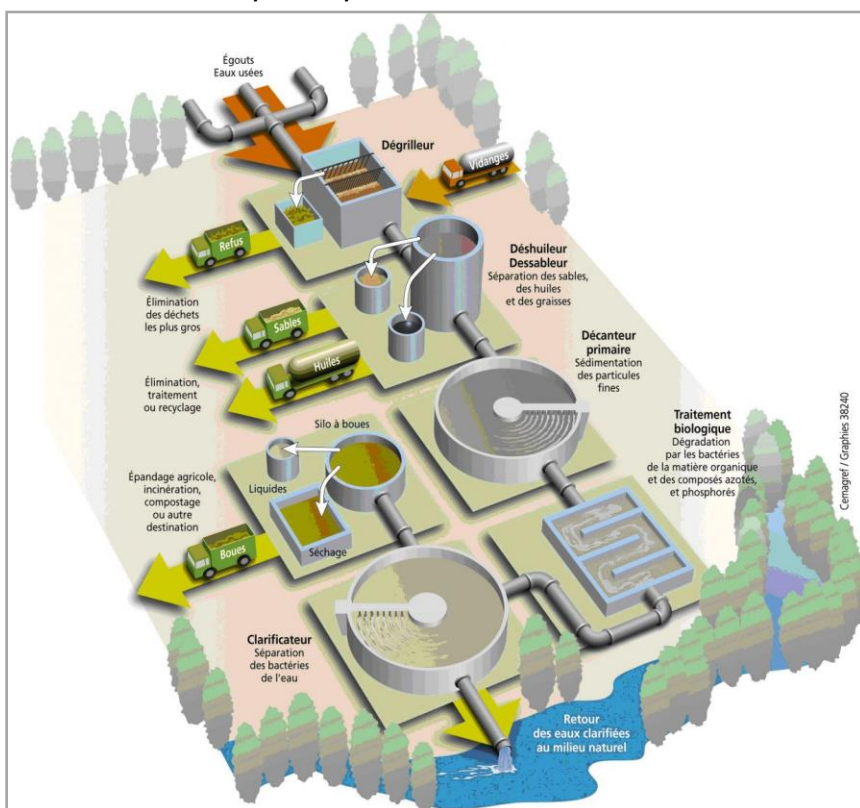
- Les **filtres plantés de roseaux** : L'épuration, grâce aux filtres plantés de roseaux, se réalise selon le principe de l'épuration biologique principalement aérobie en milieux granulaires fins à grossiers. Les filtres plantés sont destinés au traitement des eaux usées d'origine domestique pour des capacités de 50 à 1000 EH, voire 2000 EH. Le rôle des roseaux est principalement mécanique; les tiges de roseaux et les rhizomes (tiges souterraines) perforent la couche de boues superficielles. Ils créent alors des cheminements se prolongeant jusqu'au système racinaire et vers la couche drainante, cela permet l'oxygénation et évite le colmatage. Les roseaux permettent la couverture foliaire qui préserve la surface des filtres d'une éventuelle dessiccation estivale. Cela assure de l'ombre aux bactéries, leur permettant un bon développement. Ces ouvrages sont présents sur les stations d'épuration de Camors, Landaul, Pluvigner...

Schéma d'une station d'épuration par filtre planté de roseaux



- **L'épuration par boues activées** : La filière par boues activées est un procédé biologique intensif. L'épuration est effectuée dans un grand bassin aéré et brassé qui permet de maintenir la culture bactérienne et d'épurer l'eau. Cette filière engendre une production de boues importante. Ces boues sont séparées de l'eau traitée dans un clarificateur et doivent être traitées. Ces ouvrages sont présents sur les stations d'épuration de Crac'h, Landévant...

Schéma d'une station d'épuration par boue actives



Source : istea.fr

- Le **lagunage naturel** : Il s'agit d'un procédé biologique extensif. Les lagunes sont des plans d'eau, généralement au nombre de trois, qui permettent la dégradation de la pollution organique à l'aide de bactéries présentes dans l'eau et d'oxygène apporté par les échanges avec l'atmosphère. Le territoire du syndicat compte plusieurs ouvrages de ce type situés à : Hoëdic, Locoal Mendon, Plumergat, Pluvigner.
- Le **lagunage aéré** : Il est basé sur les mêmes principes que le lagunage naturel. Néanmoins, des aérateurs sont présents dans les plans d'eau pour stimuler l'activité biologique, permettant d'augmenter les volumes d'eau traités. Ce type d'ouvrage se retrouve sur les communes de : Houat, Ploërmel, Plouharnel, Saint Philibert.

La commune d'Erdeven ne possède donc pas sur son territoire de station d'épuration.

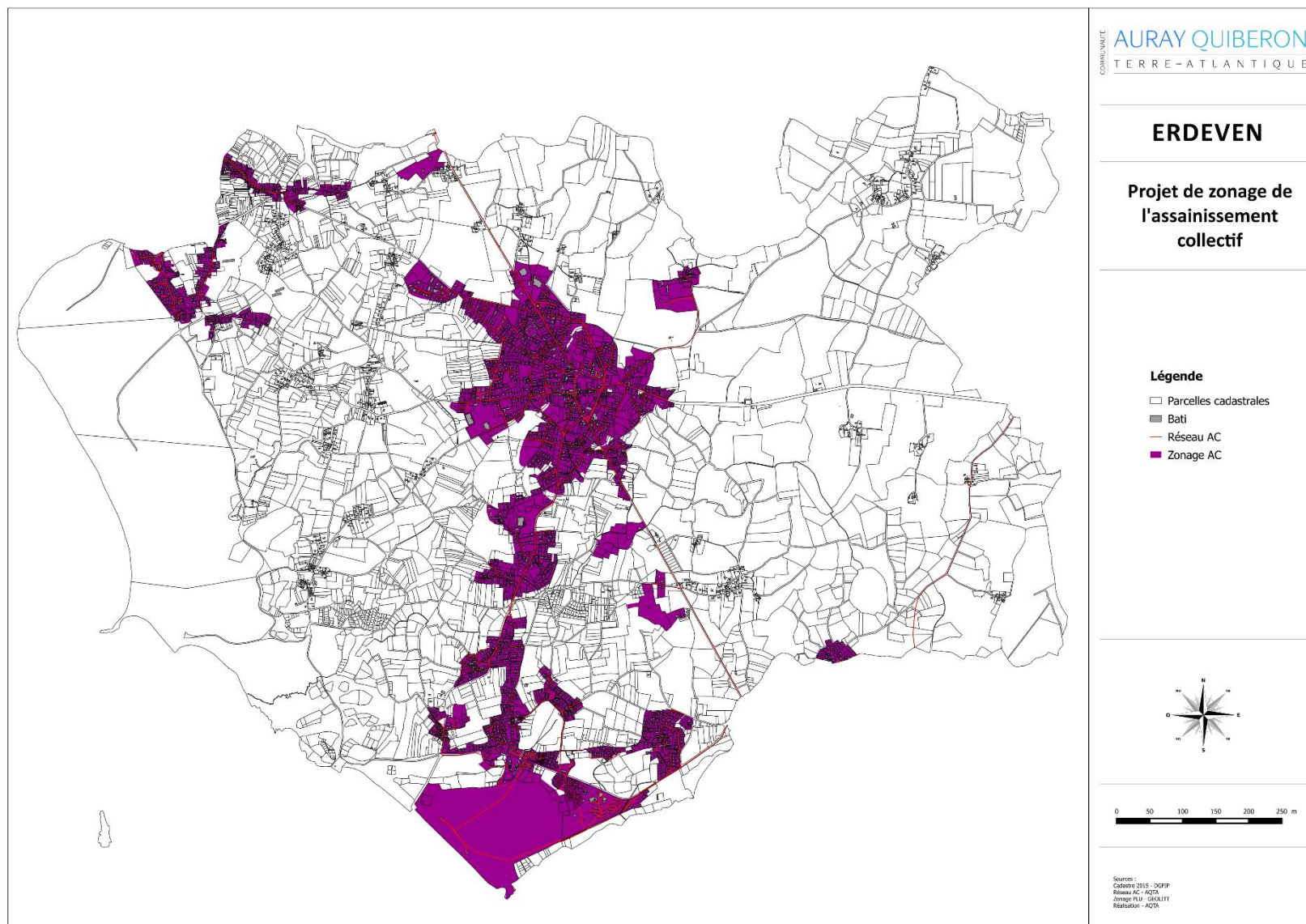
Le réseau des eaux usées à l'échelle de la commune d'Erdeven

Sur l'ensemble du territoire de la commune desservi par l'assainissement collectif, le service compte 2 170 branchements en 2014. A l'échelle de l'intercommunalité, le service compte 52 461 branchements.

Le taux de raccordement correspond au pourcentage d'abonnés au service d'eau potable bénéficiant d'un branchement au réseau d'assainissement. S'il est de 78,9% à l'échelle de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique, il est moindre à l'échelle d'Erdeven avec 68,7% de taux de raccordement. Ceci s'explique par le fait que seul le bourg, Pont Queno, les villages de Kergouët-Kerhilio et Loperhet, et la Keranroué sont raccordés à l'assainissement collectif, excluant ainsi les hameaux présents sur le territoire.

Dans les communes plus urbanisées par contre, ou dont la superficie est moindre, ce taux de raccordement est logiquement très élevé.

La commune d'Erdeven dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif. Les eaux usées sont collectées et traitées par la station d'épuration de Kernevé sur la commune de Plouharnel, qui reçoit également les eaux d'Etel, Belz et Plouharnel. Cette station d'épuration, d'une capacité de 28 500 EH, a été mise en service en juin 2014

Réseau d'assainissement des eaux usées sur la commune d'Erdeven

Cette carte a été réalisée dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement, en application de la loi sur de l'eau de 1992. L'étude vise à proposer les filières d'assainissement (collectif/non collectif) les mieux adaptées à chaque secteur d'habitat (urbanisé/urbanisable) et a été complétée selon les cas d'ouverture à l'urbanisation des nouveaux secteurs constructibles.

Ainsi, l'ensemble des zones à urbanisées habitat sont couvertes par l'assainissement collectif.

Le reste du territoire non représenté sur la carte est en assainissement autonome. Sur ces zones d'assainissement autonome seules sont envisagées des extensions des bâtiments existants ne demandant pas la réalisation d'un nouvel aménagement.

Les tarifs du service assainissement

Le service d'assainissement collectif est un Service Public à caractère Industriel et Commercial (SPIC) et est géré en affermage.

La redevance est la principale recette du service, facturée à tous les usagers raccordés et raccordables au réseau d'assainissement. Elle permet de couvrir les dépenses :

- d'investissement : construction et renouvellement des ouvrages, réseaux, postes de relevages, station d'épuration,
- de fonctionnement du service : entretien des ouvrages, renouvellement des équipements, achats, charges de personnel.

La redevance est facturée par le délégataire chargé de l'alimentation en eau potable.

La facture d'eau potable, celle de l'assainissement collectif est composée de deux tranches, l'abonnement qui couvre tout ou partie des charges fixes liées au service d'assainissement et la part proportionnelle à la consommation d'eau qui est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé sur le réseau public ou sur une autre source et dont l'usage génère le rejet d'eaux usées collectées par le service d'assainissement.

Chaque tranche se divise en deux parties ; la part collectivité arrêtée chaque année par l'assemblée délibérante; cette partie de la redevance est destinée à la couverture des annuités d'emprunts contractés par la collectivité dans le cadre des investissements et la redevance perçue par le fermier en contrepartie des charges proportionnelles et fixes qui lui incombent en exécution des contrats d'affermage.

Ainsi, pour la commune d'Erdeven la redevance d'assainissement collectif se décline comme suit en 2014 :

	<u>part syndicale</u>			<u>part fermière</u>		
	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>variation</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>variation</u>
CONTRAT GENERAL						
abonnement	45,86	45,86	0,00%	46,29	46,38	0,19%
m3 consommé	0,5686	0,5686	0,00%	1,0521	1,0541	0,19%

Sur les tarifs ci-dessus est appliquée une TVA au taux de 10% reversée au Trésor Public. Cette TVA était de 5,5% précédemment.

A cela s'ajoute la redevance au titre de la loi sur l'eau, son montant est de 0,19 € HT/m³ assainissement.

Les perspectives d'évolution pour les années à venir

La commune d'Erdeven compte 2 170 branchements au service d'assainissement collectif.

Comme précédemment explicité, la commune ne compte pas de station et les abonnés sont donc redirigés vers la station d'épuration de Kernévé sur Plouharnel.

Les effluents collectés par la station de Kernevé sont principalement de sources domestiques. Un total de 4 communes est raccordé à cette station : Plouharnel, Belz, Erdeven et d'Etel.

En 2013, la station d'épuration ne permet pas d'accueillir les effluents des populations nouvelles à venir pour les communes de Belz, Etel, Erdeven, et Plouharnel, toutes 4 raccordées à la station localisée à Plouharnel. Afin d'anticiper les progressions de population à venir pour les 20 prochaines années, le syndicat mixte ABQP, maître d'ouvrage, a retenu le bureau d'études IRH environnement pour le dimensionnement de la future station d'épuration, et pour la définition de la filière de traitement à retenir.

Caractéristiques de la station d'épuration de Plouharnel

NOM DE LA STATION	CAPACITE NOMINALE	CHARGE MAXIMALE EN ENTREE	CAPACITE HYDRAULIQUE	CHARGE ANNUELLE MOYENNE (A COMPTER DE JUIN 2014)		LIEU DE REJET
				ORGANIQUE	HYDRAULIQUE	
Station d'épuration de Kernévé	28 500 EH	17 433 EH	4 400 m ³ /j	38,14 %	51,4 %	Ruisseau du Gouyanzeur

Source : Rapport annuel 2014 sur l'assainissement collectif - AQTA, 2014

Cette nouvelle station d'épuration mise en service en 2014 est conçue pour traiter 4 400m³/jour. En effet, la station peut recevoir 28 500 EH.

A l'horizon des 20 ans, les besoins en matière d'assainissement sur les 4 communes dont les eaux sont traitées à la station de Kernévé sont estimés à 28 473 EH en saison et 14 618 hors saison.

De ce fait, la capacité de la station d'épuration n'est donc pas un facteur limitant pour le raccordement des secteurs considérés.

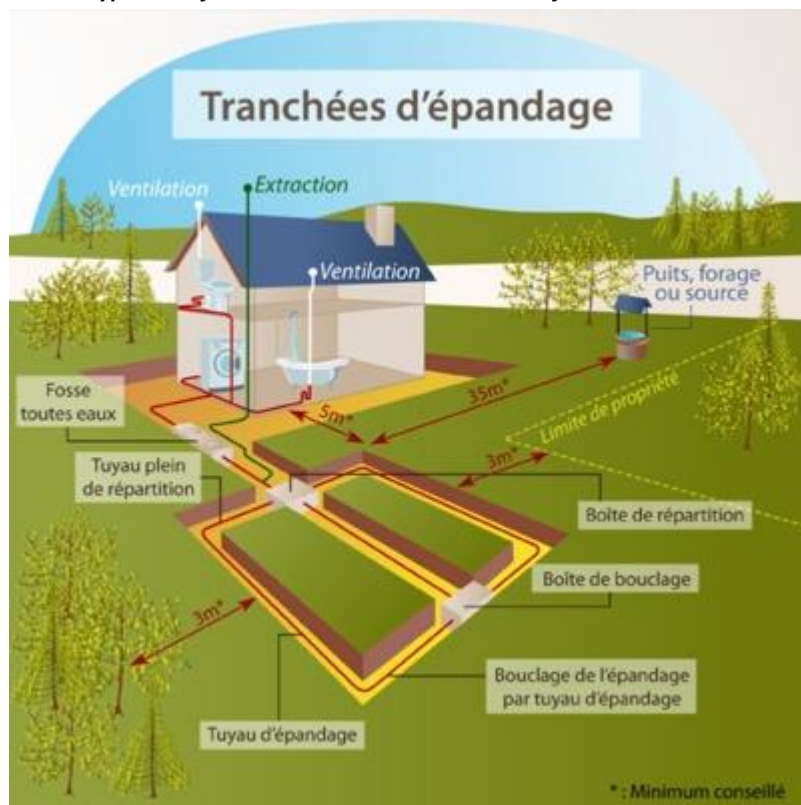
3. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DES EAUX USEES SANITAIRES

Contrôle de l'assainissement autonome

AQTA assure par ses propres services, l'ensemble du suivi des installations individuelles, soit 10 052 installations en au 31 décembre 2014.

Le service d'assainissement non collectif a été créé par une délibération en date du 09 octobre 2004.

Un système d'assainissement non collectif est un système effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement.

Schéma type d'une filière d'assainissement non collectif

Source : <http://assainissement.comprendrechoisir.com>

Le contrôle des installations est réalisé par les moyens de la Communauté de Communes. Il existe ainsi plusieurs types de contrôles (de conception, de bonne exécution, ...).

885 assainissements non collectifs ont été contrôlés en 2014 sur l'ensemble des communes, dont 10 sur Erdevén. Ce fort nombre de dossiers traités par le service, est lié à l'avis de conformité du S.P.A.N.C. obligatoire dans le cadre des autorisations d'urbanisme, depuis le 1er mars 2012. 156 contrôles ont été fait lors de cessions immobilières (ces contrôles sont obligatoires depuis le 1er janvier 2011).

Un diagnostic établit la conformité de l'assainissement non collectif. Dans le cas d'une installation non conforme, la mise en conformité est à la charge des acquéreurs dans un délai d'un an suite à la signature de l'acte de vente (article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation).

L'aptitude des sols à l'assainissement des eaux usées sanitaires

L'ensemble des zones urbanisées et à urbanisées habitat sont couvertes par l'assainissement collectif.

Le reste du territoire non représenté sur la carte d'assainissement collectif est en assainissement autonome. Sur ces zones d'assainissement autonome seules sont envisagées des extensions des bâtiments existants ne demandant pas la réalisation d'un nouvel aménagement.

4. L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224-10), les communes ont à délimiter les zones où des mesures doivent être prises afin de limiter l'imperméabilisation des sols et d'assurer ainsi la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Elles ont également à déterminer les zones devant accueillir des installations assurant la collecte, la rétention éventuelle et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement (si besoin).

Ces mesures sont à prendre en vue de réduire les éventuelles pollutions pouvant être apportées par ces eaux dans les différents milieux aquatiques.

Dans le cadre de la révision du PLU, et conformément à certaines dispositions de la loi sur l'Eau, la commune d'Erdeven a confié à SCE la réalisation d'un zonage d'assainissement pluvial :

- l'élaboration d'un **Zonage des eaux pluviales** (volet préventif) qui permettra à la commune de définir un cadre réglementaire à la gestion des eaux pluviales. Il s'appuie sur le schéma directeur d'assainissement pluvial réalisé en 2013 et sur l'urbanisation actuelle et future.

Le zonage d'assainissement pluvial

Définition :

Le zonage d'assainissement pluvial permet de répondre aux obligations réglementaires issues de la Loi sur l'Eau, qui impose aux communes (ou leurs groupements) de délimiter après enquête publique des zones :

- où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Cette étude a pour but final de permettre également à la commune de rendre son PLU compatible avec les réglementations.

Application sur la commune :

La commune d'Erdeven comprend 7 cours d'eau :

- se rejetant directement dans la baie d'Etel du Nord au Sud :
 - Le Lenn-Er-Raz
 - Le ruisseau de Poulbé
 - Le ruisseau de l'Etang
- Sur le bassin versant de l'Etang du Sac'h (exutoire) :
 - Le ruisseau de Poumen
 - Le ruisseau de Kerlavart
 - Le ruisseau de Kervarc'h
- Sur le bassin versant de la ria d'Etel :
 - La rivière d'Etel au niveau de son estuaire

Afin d'établir une gestion homogène des eaux pluviales sur l'ensemble de la collectivité et du territoire d'AQTA l'objectif général retenu par la commune d'Erdeven est le suivant :

Sauf justification technique contradictoire, les eaux pluviales doivent être totalement gérées à la parcelle par rétention et infiltration si la nature du sol le permet (étude de sol à réaliser à la charge du pétitionnaire).

En cas d'impossibilité justifiée de recourir à l'infiltration, les eaux pluviales devront être régulées dans des ouvrages de type stockage-restitution.

D'un point de vue général, le débit ruisselé en sortie des zones à urbaniser ne devra pas dépasser un ratio de 3 l/s/ha. Ce ratio a été fixé conformément à la réglementation et aux pratiques dans le département du Morbihan. Pour des raisons de faisabilité technique, le débit minimal de régulation est fixé à 0,5 l/s et le volume minimal de rétention des eaux pluviales de 1 m³.

Étant donné que le principe de gestion des eaux pluviales s'applique à toute nouvelle construction ou aménagement (à l'échelle de la parcelle ou de la zone de l'aménagement), il n'est pas imposé des taux d'imperméabilisation maximum.

Le tableau ci-après présente l'échelle d'application de la gestion des eaux pluviales en fonction du type de zone. Celles-ci sont définies en fonction du type d'urbanisation prévu sur ces zones et donc de la taille des potentiels projets d'aménagement.

Nomenclature PLU	Echelle d'application
Ua	parcelle
Uaa	parcelle
Ub	parcelle
Uba	parcelle
Uc	parcelle
UE	zone
UE1	zone
Ui	zone
Uic	parcelle
UT1	zone
UT2	zone
UT3	zone
1AUb	zone
1AUb1	zone
1AUE	zone
1AUi	zone
1AUt1	zone
2AUb	zone
2AUE	zone
Aa	Non concerné
Na	Non concerné
Nds	Non concerné
Ng	zone
Ni	zone
NL1	zone
NL2	zone
NL3	zone
Nt1	zone

L'échelle de la gestion des eaux pluviales se découpe ainsi en 2 catégories :

- Zone : zone totale à urbaniser, ou projet d'aménagement lorsqu'il ne concerne qu'une partie seulement de la zone. Le débit de fuite doit être respecté à l'échelle de la zone concernée (ouvrages / plan de gestion établi sur l'ensemble du projet)

- Parcelle : parcelle ou unité foncière lorsqu'un projet porte sur l'aménagement de plusieurs parcelles contigües sous la même maîtrise d'ouvrage (permis unique). Le débit de fuite doit être respecté en sortie de chaque parcelle (chaque propriétaire doit assurer la gestion de ses eaux pluviales).

Dans tous les cas (infiltration / régulation) les dimensionnements seront réalisés sur la base de l'imperméabilisation réelle des projets.

Le tableau ci-après récapitule, sur l'ensemble des zones à urbaniser :

- Leurs caractéristiques
- À titre indicatif, le dimensionnement des mesures compensatoires à mettre en œuvre pour un coefficient d'imperméabilisation donné

Zone	Type de zone	Coefficient d'imperméabilisation futur	Superficie (ha)	Superficie imperméabilisable (ha)	Débit de fuite (L/s)	Diamètre de l'orifice (mm)	Volume (m³)
1Aub-1	1Aub	50%	1.28	0.64	3.84	50	220
1Aub-2	1Aub	50%	0.89	0.45	2.68	40	150
1Aub-3	1Aub	50%	1.13	0.56	3.39	50	190
1Aub-4	1Aub	50%	1.17	0.58	3.50	50	200
1Aub-5	1Aub	50%	0.78	0.39	2.34	40	130
1Aub-6	1Aub	50%	0.68	0.34	2.05	40	120
1Aub-7	1Aub	50%	0.86	0.43	2.58	40	150
1Aub-8	1Aub	50%	1.13	0.57	3.39	50	190
1Aub-9	1Aub	50%	0.44	0.22	1.33	30	80
1Aub-10	1Aub	50%	0.89	0.44	2.67	40	150
1Aub1-1	1Aub1	80%	1.31	1.05	3.93	50	380
1Aub-11	1Aub	50%	0.73	0.37	2.19	40	130
1Aub-12	1Aub	50%	0.68	0.34	2.05	40	120
1Aub-13	1Aub	50%	0.60	0.30	1.81	30	100
1Aub-14	1Aub	50%	1.88	0.94	5.65	60	320
1Aub-15	1Aub	50%	0.45	0.23	1.36	30	80
1Aub-16	1Aub	50%	0.23	0.11	0.68	20	40
1Aub-17	1Aub	50%	0.28	0.14	0.83	20	50
1Aub-18	1Aub	50%	0.39	0.20	1.18	30	70
1Aub-19	1Aub	50%	0.80	0.40	2.40	40	140
1Aub-20	1Aub	50%	0.24	0.12	0.72	20	40
1Aub-21	1Aub	50%	0.83	0.42	2.49	40	140
1Aub-22	1Aub	50%	0.94	0.47	2.83	40	160
1Aub-23	1Aub	50%	2.24	1.12	6.72	60	380
1AUE-1	1AUE	60%	0.61	0.37	1.83	30	130
1AUi-1	1AUi	90%	2.23	2.01	6.70	60	730
1AUi-2	1AUi	90%	1.30	1.17	3.90	50	420
1AUt1-1	1AUt1	20%	0.34	0.07	1.02	30	20
2Aub-1	2Aub	50%	1.02	0.51	3.06	40	170
2Aub-2	2Aub	50%	0.28	0.14	0.83	20	50
2Aub-3	2Aub	50%	0.75	0.38	2.25	40	130
2Aub-4	2Aub	50%	0.50	0.25	1.51	30	90
2Aub-5	2Aub	50%	0.17	0.08	0.50	20	30
2Aub-6	2Aub	50%	0.33	0.16	0.98	30	60
2AUE-1	2AUE	60%	0.97	0.58	2.92	40	200
UE-1	UE	60%	6.63	3.98	19.90	100	1 390
UE1-1	UE1	60%	1.48	0.89	4.45	50	310
UE1-2	UE1	60%	0.24	0.14	0.72	20	50
UE1-3	UE1	60%	0.09	0.05	0.26	20	20
UE-2	UE	60%	0.64	0.39	1.93	40	140
UE-3	UE	60%	1.00	0.60	3.00	40	210
UT2-1	UT2	40%	3.46	1.38	10.37	80	460
UT3-1	UT3	40%	7.48	2.99	22.44	110	990

Le volume des ouvrages à mettre en oeuvre s'établit comme suit (valeurs indicatives) :

- Imperméabilisation à 20% : 325 m³ par hectare aménagé
- Imperméabilisation à 40% : 333 m³ par hectare aménagé
- Imperméabilisation à 50% : 342 m³ par hectare aménagé
- Imperméabilisation à 60% : 350 m³ par hectare aménagé
- Imperméabilisation à 80% : 359 m³ par hectare aménagé
- Imperméabilisation à 90% : 362 m³ par hectare aménagé

L'urbanisation de toute zone de type « U » et « AU » au PLU devra nécessairement s'accompagner de la mise en oeuvre de mesures compensatoires pour infiltrer ou réguler les débits d'eaux pluviales (gestion quantitative des rejets). Sur ces zones, l'élaboration d'un plan de gestion global des eaux pluviales est exigée. Ce plan de gestion devra définir, à l'échelle de chaque zone, les modalités de gestion des eaux pluviales et détailler les ouvrages nécessaires, leur implantation, en justifiant de leur dimensionnement.

Disposition des mesures compensatoires :

Les mesures compensatoires seront réalisées de manière à être les plus paysagères possibles. Le recours à des techniques douces, de type techniques alternatives, sera systématiquement privilégié. La réalisation de bassins « trous » ou non intégrés à l'environnement, est proscrite.

De nombreuses techniques dites alternatives existent. Les plus courantes sont listées ci-dessous :

- Noues drainantes
- Tranchées drainantes (particulièrement adaptées aux voiries et stationnements)
- Structures réservoir sous voirie (économie de foncier)
- Toitures végétalisées ou toitures stockantes (pour des immeubles collectifs)
- Zones vertes et/ou terrains de sport inondables
- Revêtements de sols poreux et/ou enherbés
- Puits d'infiltration

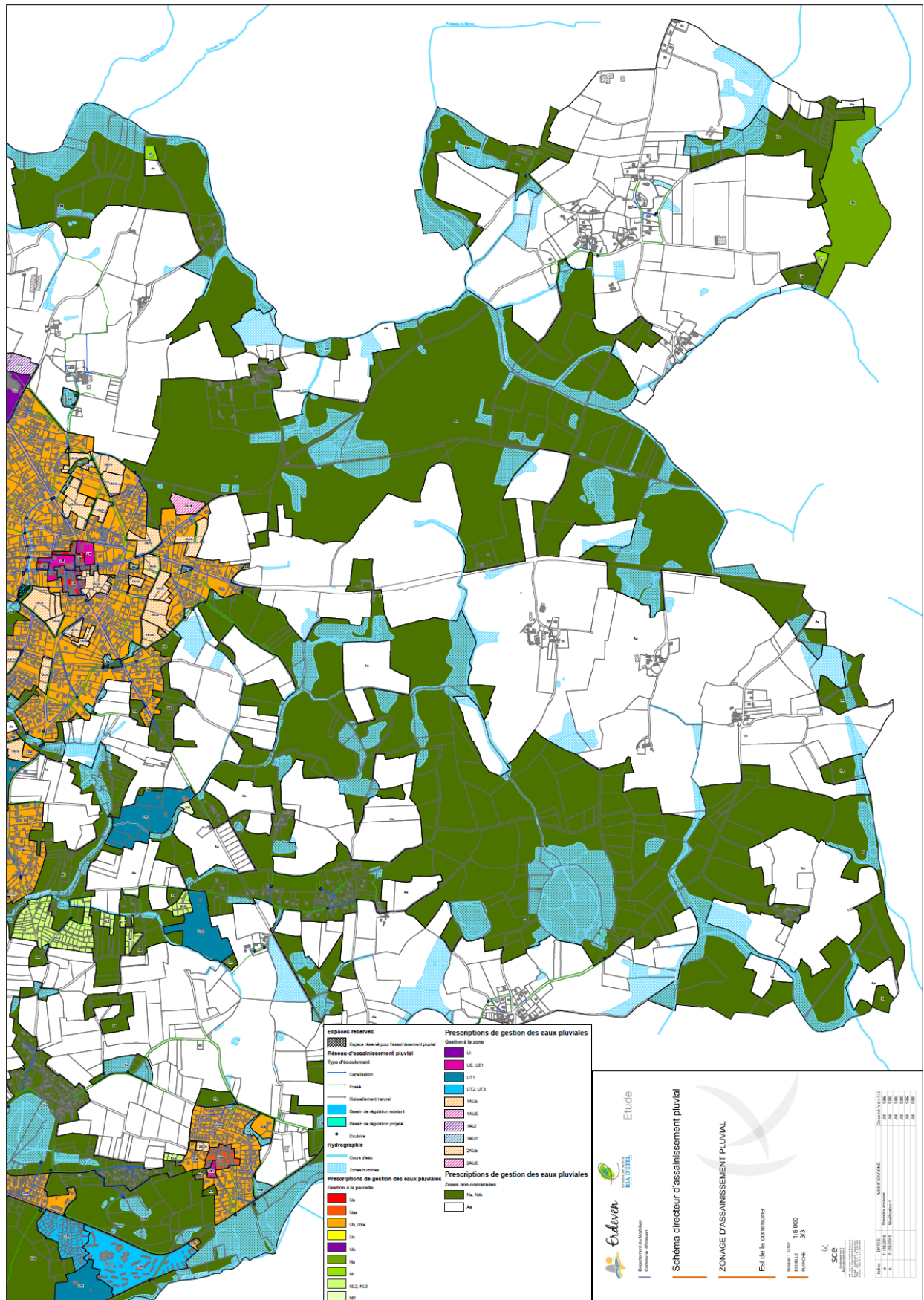
Exemple de noue paysagère enherbée

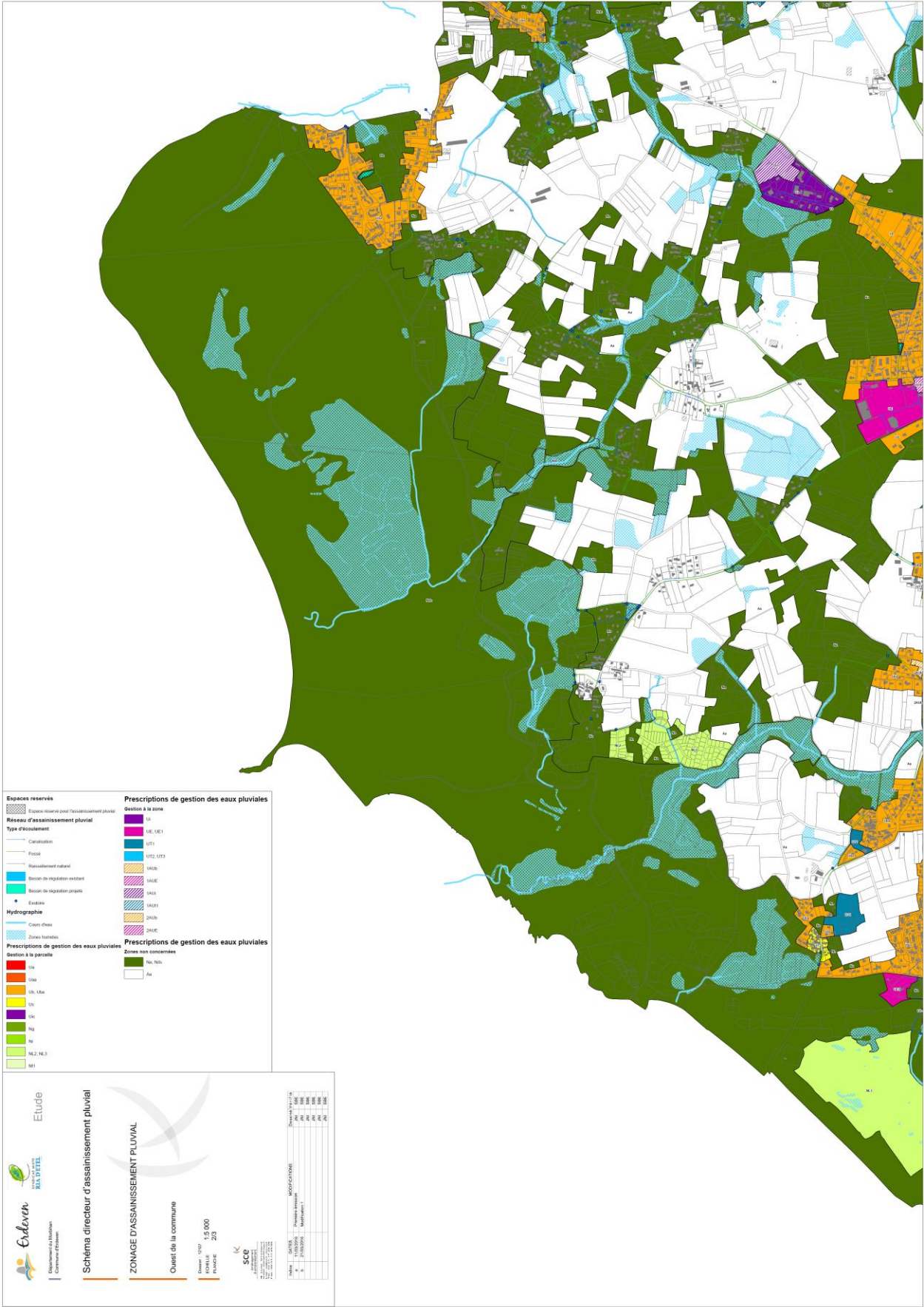


En cas de pression foncière importante sur certains secteurs d'Erdeven, le recours aux techniques de stockage sous voirie, plus onéreuses, pourrait être économiquement rentable (ce type de technique est généralement rencontré sur des secteurs d'habitat très dense : centre-ville). Les toitures stockantes ou végétalisées sont par ailleurs adaptées

à des toitures couvrant une superficie importante, et sont plus rarement rencontrées sur des habitations individuelles.

[illegible]





5. LE RESEAU DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

Compétence de la gestion des déchets ménagers

La compétence relative à la gestion des déchets ménagers a été confiée au Syndicat Mixte de la Région Auray Belz Quiberon par un arrêté Préfectoral en date du 11 avril 1968. Ce syndicat a intégré la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique le 1er janvier 2014. La Communauté de communes a repris cette compétence. Elle exerce ainsi la double compétence collecte et traitement sur les communes du territoire, dont celle d'Erdeven.

Cette compétence de collecte exercée englobe, conformément à la loi n°99-586 du 12 juillet 1999, l'ensemble des opérations de collecte :

- collecte des ordures ménagères non recyclables,
- collecte sélective du verre,
- collecte sélective des emballages ménagers,
- collecte sélective des journaux/magazines.

Le traitement des déchets

La compétence traitement des déchets est entendue comme toutes les opérations qui concourent à leur valorisation et en second lieu à leur élimination.

Plusieurs entreprises sont tenues par un contrat ou reprises par le syndicat en vue d'assurer le traitement des déchets sur l'ensemble du territoire :

- SITA :
 - Transport et tri des emballages légers issus de la collecte sélective,
 - Traitement du tout-venant issu des apports volontaires en déchèterie de Pluvigner,
- Grandjouan : Transport des journaux issus des apports volontaires en colonnes d'apport volontaire jusqu'à la filière de recyclage,
- Celluloses de la Loire : Reprise des journaux issus des apports volontaires en colonnes d'apport volontaire (redevance versée au Syndicat),
- GEVAL : Exploitation de l'usine de traitement des déchets ménagers et assimilés de Plouharnel,
- CHARIER : Traitement du tout venant issu des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac, Crach, Quiberon et Ste Anne d'Auray,
- TRIVANNES : Reprise des cartons issus des apports volontaires dans les 5 déchèteries (Belz, Carnac, Crach, Quiberon, Ste Anne d'Auray) (redevance versée au Syndicat) et issus des apports volontaires dans la déchèterie de Pluvigner (redevance versée au Syndicat),
- GDE :

- Reprise des ferrailles et batteries issues des apports volontaires dans les 5 déchèteries (Belz, Carnac, Crach, Quiberon, Ste Anne d'Auray) et issues des apports volontaires dans la déchèterie de Pluvigner (redevance versée au Syndicat),
- Reprise des ferrailles issues de l'incinération.

La collecte des déchets

La mise en place de la collecte sélective, ainsi que la conteneurisation individuelle, a permis d'engager une réflexion sur une optimisation et une rationalisation des fréquences de tournées. Le schéma retenu à l'issue de cette démarche a conduit à une diminution de la fréquence des tournées.

COLLECTE DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS ASSUJETTIS A LA TEOM				
Commune	Ordures Ménagères		Collecte Sélective	
	Septembre à Juin	Juillet, Août	Septembre à Juin	Juillet, Août
Erdeven	C1	C2 y compris les trois premières semaines de septembre	C1	C2 pour les 750 L
	C2 pendant les vacances de Février, Pâques et Noël			

C1 = 1 fois par semaine

C2 = 2 fois par semaine

Les tonnages des ordures ménagères, du verre, des papiers et des emballages collectés au cours de l'année 2014 sur les différentes communes de la communauté de communes sont les suivants :

Papier : 2 174 tonnes

Verre : 5 699 tonnes

Emballages légers : 2 343 tonnes

Ordures ménagères : 23 605 tonnes

En 2014, le taux de refus de tri sur les emballages légers a été de 19 %. Les refus de tri sont les éléments retrouvés dans les sacs et bacs jaunes et ne répondant pas aux consignes de tri (textiles, plastiques non recyclables, déchets fermentescibles, verre, etc.).

Les déchèteries

Ce sont des lieux ouverts au public pour le dépôt des déchets qui, du fait de leur encombrement ou de leur nature, ne sont pas pris en charge dans le cadre de la collecte des ordures ménagères.

Stockés sur les sites déclarés, ces déchets sont ensuite valorisés par des filières adaptées.

Six déchèteries sont implantées sur le territoire de la Communauté de communes de sorte qu'elles ne soient pas éloignées de plus de quinze minutes des habitations. Les déchèteries sont situées sur Belz, Carnac, Crach, Pluvigner, Quiberon et Ste Anne d'Auray.

Pour les déchèteries précitées, les produits admis sont les suivants :

- Tout venant - gravats - déchets verts - ferraille - carton - bois – batteries
- DDM (Déchets Dangereux des Ménages tels que : peintures, colle, vernis, solvants, huile en bidons, détergents, produits d'entretien, insecticides, pesticides, acides, produits de laboratoire, aérosols, carburants, huile végétale en fût ...)
- DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)
- Pneus de véhicules légers, non jantés, (sauf à Pluvigner)

Programme local de prévention

La directive cadre « déchets » de novembre 2008 précise la hiérarchie selon les priorités des actions à mettre en place en matière de déchets. Son objectif est de réduire à minima de 7% la production d'ordures ménagères et assimilés du territoire par habitant en 5 ans, par rapport à la quantité de départ.

Ainsi :

- La **prévention des déchets** peut être définie comme l'ensemble des mesures et des actions prises en amont (ex. : conception, production, distribution, consommation), visant à faciliter la gestion ultérieure des déchets et à réduire l'ensemble des impacts environnementaux ; notamment par la réduction des quantités de déchets produits et/ou la réduction de leur toxicité ou encore par l'amélioration du caractère valorisable. Le déchet le plus facile et le moins coûteux à gérer étant celui que l'on ne produit pas.
- Un **programme local de prévention des déchets** est un ensemble d'actions opérationnelles, élaboré suite à un diagnostic du territoire avec les acteurs concernés et en cohérence avec le plan départemental de prévention réalisé par le conseil général du département.

Il rassemble les actions opérationnelles réparties selon les thématiques principales. Les thématiques permettent d'orienter le choix des actions. Pour être pertinent, le Programme Local de Prévention doit contenir au moins une action dans chaque thème.

- 1 - La sensibilisation des publics à la prévention des déchets
- 2 - Les actions éco-exemplaires de la collectivité
- 3 - Les actions emblématiques nationales
- 4 - Les actions d'évitement de la production de déchets
- 5 - Les actions de prévention quantitative des déchets des entreprises ou les actions de prévention qualitative des déchets

Le financement du service

Le service ordures ménagères est financé par la TEOM et la redevance spéciale sur la majeure partie du territoire et dans le cadre du dispositif dérogatoire n° 1 par la REOM sur les communes de BELZ, ETEL, ERDEVEN et LOCOAL MENDON.

La TEOM est une taxe fiscale, additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties et suit le sort de cette dernière. La redevance spéciale finance l'élimination des déchets produits par les commerces, artisans ou activités de service qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières. Les professionnels assujettis à la redevance spéciale sont exonérés de la TEOM.

La Redevance Spéciale d'Enlèvement des Ordures Ménagères ; les déchets non ménagers produits par le commerce, l'artisanat ou les activités de service qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières sont assujettis à la redevance spéciale pour les prestations de collecte et de traitement.

Les principaux objectifs de cette redevance sont :

- éviter de faire payer l'élimination des déchets non ménagers par les ménages ;
- contribuer à l'amélioration de la gestion du service d'élimination des déchets non ménagers en impliquant les producteurs.

	2014	2015	variation
prix au litre	0,0246 €	0,0246 €	0 %